

Le Portevoix



fneeq CSN

Syndicat des enseignantes et des enseignants du Collège Lionel-Groulx

Le 10 mai 2013



« DÉGAGE !!! »

Révolutionnaires tunisiens s'adressant au dictateur
Ben Ali au printemps 2011.

Mot d'introduction

Par Isabelle Pontbriand, vice-présidente du SEELG et responsable à l'information



Délégation du Collège Lionel-Groulx au FSM Tunis 2013
(Denis, Stéphane, Judith, Isabelle, Michel).

Le Forum Social Mondial existe depuis 2001, créé dès le départ pour offrir une alternative sociale anti-néolibérale au Forum économique mondial de Davos qui regroupe les grandes puissances économiques de ce monde (au détriment des États) dans le but d'orienter le développement des économies dans un contexte de mondialisation. Des milliers d'intervenants de gauche, d'altermondialistes (des organismes, des groupes communautaires, des syndicats dont la CSN, etc.) ont voulu démontrer qu'« Un autre monde est possible ! » (slogan du FSM depuis ses débuts). Cette année, pour la première fois, cinq professeurs du Collège Lionel-Groulx se sont joints à la délégation FNEEQ-CSN : Stéphane Chalifour (sociologie), Michel Milot (mathématiques), Denis Paquin (économique), Isabelle Pontbriand (français) et Judith Trudeau (politique). Ce fut une expérience non seulement des plus stimulantes intellectuellement, mais aussi très inspirante aux plans humain, culturel et de l'engagement social. Évidemment, le fait que le FSM ait eu lieu à Tunis (berceau du printemps arabe) a joué pour beaucoup dans l'incroyable force de l'expérience vécue. Ce *Portevoix spécial FSM Tunis* vous propose un survol de cette expérience incroyable en images et en réflexions. Parce que nous pouvons participer à la construction de cet autre monde possible !

SOMMAIRE

- 1 Mot d'introduction
- 2 La révolution qui n'a pas eu lieu...
- 3 L'odeur de jasmin flotte encore sur Tunis... : entre révolution et fragile démocratie
- 9 Forum social mondial de Tunis : syndicalisme et éducation

La révolution qui n'a pas eu lieu...

Par Denis Paquin, professeure d'économie

Pour un étranger, la liberté d'expression qui règne actuellement en Tunisie a de quoi surprendre. Les Tunisiens veulent ardemment prendre la parole, aucun sujet ne semble tabou, et les discussions se transforment rapidement en conjectures sur le futur de la société tunisienne.

Or, si les changements politiques sont indéniables, la révolution tarde à faire sentir ses effets sur le plan économique. En fait, pour l'économie tunisienne, la révolution a eu l'effet d'un choc brutal. La croissance du PIB est passée de 3,1% en 2010 à -1,8 % en 2011, alors que les touristes désertaient le pays. Le chômage officiel (en réalité, il est nettement plus élevé) atteint désormais 18,8 % (2012) et se situerait même à 30,7 % dans le cas des jeunes âgés entre 15 et 24 ans. Enfin, le coût de la vie augmente rapidement, avec un taux d'inflation de 5,9 % (2012). Sans être la cause fondamentale de ces problèmes, la révolution tunisienne peine à remettre en question l'« héritage » économique de Ben Ali. Le débat entourant la dette publique illustre cette situation.

La dette de la Tunisie représentait 52,3% de son PIB en 2012 (contre 45,1% un an auparavant). Celle-ci augmente à un rythme effarant, alors que le déficit public s'élevait à -8,5% du PIB en 2012. Dans ce contexte, la Tunisie pourrait être tentée de réclamer l'aide du FMI. Or, en échange de son aide, l'organisation internationale exigerait inévitablement la mise en place de politiques d'austérité. Celles-ci pourraient se traduire par la fin des subventions accordées pour de nombreuses denrées de base (sucre, farine...), par des coupes dans les salaires des fonctionnaires ou encore par une libéralisation accrue des échanges extérieurs de la Tunisie. Ce type de politiques aurait des effets catastrophiques sur la société et l'économie, comme c'est le cas dans de nombreux pays européens.

Une autre approche semble se dessiner et est défendue avec force par des groupes de la société civile telle que Raid Attac. Ce groupe réclame, en effet, la suspension immédiate du paiement de la dette et la constitution d'un audit devant analyser la dette tunisienne afin d'en déterminer la part « odieuse » (emprunts détournés au profit de la classe dirigeante), contractée sous la dictature de Ben Ali. Évidemment, ce type de solution se traduirait par des sanctions internationales.

Il apparaît indéniable que la solution à un enjeu aussi complexe que la dette publique est loin d'être simple. Toutefois, ce débat illustre les difficultés de la classe politique tunisienne à entreprendre des réformes économiques à l'extérieur d'un cadre néolibéral. Si l'on sent une rupture politique réelle, bien que précaire, une « révolution » économique semble de plus en plus nécessaire afin de s'attaquer aux problèmes que sont la pauvreté, les inégalités et le chômage.

Source des données :

CIA The World Factbook [en ligne] <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/> (page consultée le 4 avril 2013).

L'odeur du jasmin flotte encore sur Tunis... : entre révolution et fragile démocratie

Par Judith Trudeau, professeure de science politique, et Stéphane Chalifour, professeur de sociologie



Tunis, souk el-Belat : marchand de makroud (pâtisserie aux dattes).

C'est en ayant encore en tête les images de ces femmes voilées, dévoilées, musulmanes, progressistes, conservatrices, apolitiques, jeunes, moins jeunes, militantes, enragées, engagées : force tranquille de la Tunisie. Encore ces images de la Médina, du souk, de ce ciel bleu sur cette ville blanche, de ces portes bleues de Sidi Bou Saïd, de cette Méditerranée qui sépare la France de la «sous-France/souffrance»¹, de ce vertige temporel en visitant les vestiges de Carthage qui furent un baume sur notre malaise culturel de voir tous ces hommes occupant l'espace public, s'exposant dans les cafés sur les terrasses de l'avenue Bourguiba en attendant que le taux de chômage diminue. L'histoire comme apaisement avant de reprendre le chemin du politique. Et dès le lendemain, le politique

était au rendez-vous : la rencontre de l'Autre

dans ce présent postrévolutionnaire où la démocratie naissante laisse place à plusieurs possibles. Les Tunisiens y étaient accessibles, bien sûr, dans les cafés, sur la rue, dans le bus, les taxis, les restaurants, avant ou après les conférences, mais surtout à l'Université de Tunis au campus El-Manar-1 où se déroulait le Forum Social Mondial du 26 au 30 mars dernier. Sous le thème de la dignité, le Forum entrouvrait la porte à la compréhension de ce peuple sobre et courageux qui a ouvert le jeu de la démocratie dans le monde arabe en janvier 2011. Quels sont les différents défis qui attendent les Tunisiens? Ce texte n'a pas la prétention d'être exhaustif, ni même d'avoir certaines assises scientifiques. Il se veut le témoin d'une semaine à voir, entendre, tenter de connaître, comprendre, analyser et se projeter dans un futur proche².



Sidi Bou Saïd.



Entrée du Forum Social Mondial (Université El Manar 1).

¹ Entendu cette expression lors d'une entrevue avec quatre jeunes Tunisiens qui qualifiaient la Tunisie de cette sensible façon.

² Le FSM 2013 comptait quelque 1700 conférences et ateliers sur des sujets divers. Nous avons assisté, lors de notre périple, à 7 conférences qui avaient pour thème large les défis que pose l'arrivée de la démocratie en terre arabe.

Le rôle de l'islam dans la Tunisie postrévolutionnaire

Comme on le sait, la Tunisie est un pays majoritairement musulman. La laïcité (à titre personnel) n'est pas un concept ou un « référentiel » (pour reprendre les mots de Nejmeddine Hamrouni, ex-conseiller politique auprès du gouvernement d'Ennahda³) pour comprendre la réalité tunisienne. Certains diront que le débat sur la laïcité est un faux débat. Une fois cela dit, il faut comprendre le rôle que jouera l'islam dans cette nouvelle démocratie et dans les chantiers institutionnels ouverts par la constitution. Est-il possible de reléguer la religion dans l'espace privé tel que nous le concevons ici? L'ordre religieux est-il aussi un ordre politique? Offre-t-il une autre façon de construire la démocratie? Une autre démocratie est-elle possible? Au FSM, plusieurs voix se sont fait entendre.

Soulignons que sous les régimes autoritaires antérieurs, celui de Bourguiba et surtout celui de Ben Ali, les islamistes étaient infréquentables. Pourchassés, traqués, emprisonnés, torturés, exilés⁴. La chasse aux « fous de Dieux » fut d'autant plus renforcée et encouragée par l'Occident dans un monde post-11 septembre 2001 où les dictatures à poigne de fer avaient les coudées franches pour d'autres abus envers les dissidents du régime en mettant les droits humains entre parenthèses; l'intégrisme servant de prétexte utile à l'impunité.

Bien sûr, le terme « musulman » n'est pas équivalent à celui d'« islamiste ». L'un renvoie à une croyance; l'autre, à celui d'une idéologie politique qui s'inscrit donc dans la cité et parfois même hors de celle-ci, dans le cadre du djihad. Gradation de religiosité pour certains, incompatibilité pour d'autres : autant de tensions pour cette démocratie naissante qui doit composer avec l'ensemble du spectre religieux, du musulman non pratiquant au salafiste prosélyte.

Tariq Ramadan, islamologue et professeur à Oxford, offre une réponse intéressante⁵. L'islam n'est pas différent dans la construction de l'édifice démocratique. Les institutions de base doivent demeurer les mêmes, c'est-à-dire un état de droit, l'égalité comme fondement de la citoyenneté⁶, le suffrage universel, la transparence et la continuité entre les promesses électorales et les politiques proposées une fois au pouvoir, la séparation stricte des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que la lutte contre la corruption. Jusqu'ici, n'importe lequel des penseurs de la démocratie libérale s'y retrouverait. Ramadan laisse cependant une ouverture : le religieux ne s'impose pas dans une démocratie. Il ne s'impose pas certes, mais ne s'y oppose donc pas.



Conférence « Gouvernance et islam à l'ère du printemps arabe » avec Tariq Ramadan, Nejmeddine Hamrouni et Alain Gresh.

Dans le discours de Ramadan, si la construction démocratique de base n'est pas différente, l'islam y devient davantage une valeur ajoutée, une « éthique de gouvernance », tout autant qu'une « éthique de protestation » pour ceux et celles qui seront dans la rue à manifester leur mécontentement ou pour ceux qui seront dans l'opposition. Selon Ramadan, il faut s'extraire du « populisme religieux » tout autant que du « populisme laïc » et il faut laisser la chance au parti

³ Notes prises lors de la conférence donnée par Tariq Ramadan, Alain Gresh et Nejmeddine Hamrouni *Gouvernance et Islam à l'ère du printemps arabe: référentiel éthique ou projet alternatif?*, Tunis, Campus El-Manar-1, 27 mars 2013.

⁴ Nicolas BEAU et Jean-Pierre Tuquoi, *Notre ami Ben Ali*, Paris, La découverte, 2011.

⁵ À méditer, connaissant toutes les controverses entourant cet intellectuel.

⁶ Ainsi, il n'abordera pas le contentieux de la « complémentarité » de la femme envers l'homme édictée dans une première version de l'article 28 de la nouvelle Constitution de la Tunisie qui fut battue avec férocité par les tenants de l'égalité.

élu en Tunisie, le parti Ennahda, de faire ses preuves sans qu'à la moindre bavure, il y ait cette volonté de briser les règles de la démocratie⁷.

Ramadan dira que les gouvernances éthiques inspirées de l'islam devraient faire mieux que les gouvernances libérales, voire néolibérales, en matière de développement économique, notamment en faisant des partenariats Sud-Sud. Il voit, dans les nouveaux États démocratisés par la force, l'Irak et la Libye, pour ne citer que ces deux cas, des États fragilisés par ces mêmes processus démocratiques et qui sont maintenant la proie de « l'assistance » de la Banque mondiale et du FMI. Démocratie oui, non pas pour tomber dans « l'assistance du social, mais pour devenir "des sujets du politique" »⁸. Ainsi, si l'on comprend bien ses propos, l'axe gauche/droite économique et social doit prendre le relais de l'appartenance religieuse lorsqu'il est question de relations internationales. Il dénonce du même souffle les États du Golfe, le Qatar et l'Arabie Saoudite dans leurs alliances avec les États-Unis et dans leurs politiques inégalitaires envers les peuples. En ce sens, il nous est permis de penser que Ramadan, malgré ses controverses sur certains sujets, est un altermondialiste investi d'une plus-value morale, un socialiste de l'islam, un peu comme le représentaient, sur un autre continent, les théologiens de la libération⁹. L'islam ne doit donc pas être un frein aux alliances entre gouvernements de centre-gauche et de gauche; c'est en ce sens qu'il est relégué au second rang.

Les femmes dans cette nouvelle Tunisie : égales/complémentaires : sujets



Forum des femmes
(conférence d'ouverture du FSM).



Forum des femmes
(conférence d'ouverture du FSM)
slogans pro-palestiniens.

Participer au Forum Social Mondial, c'est prendre un bain de démocratie participative. Que ce soit lors de la conférence d'ouverture, d'une rare intensité, où les femmes palestiniennes postées en fond de salle chantaient, scandaient, *hurtaient* des slogans de libération et où l'émotion transcendait l'absence de traduction, lors de cette autre conférence qui présentait les défis des femmes marocaines, palestiniennes, syriennes et kurdes en temps de conflits ou encore lors de celle qui avait pour titre *Islam au pouvoir : quels impacts sur le droit des femmes?*, partout dans ce forum social, il fut question des femmes, de leurs rôles et de leurs droits. Loin d'être un bloc homogène de revendications, ces exposés donnaient le pouls réel de la santé démocratique des pays arabes au sens où la parole, maintenant libre, permet les échanges d'idées, ce qui mène parfois, sans aucune surprise, à des confrontations idéologiques irréconciliables.

«La femme tunisienne est prise en otage par la postrévolution», dira une femme en colère. «Ils utilisent Dieu pour soumettre la femme», dira une autre. «Le printemps n'est pas terminé» ou encore simplement : «La démocratie inclut les femmes». Il y a cette crainte

⁷ Il faut pourtant dire que la dernière «bavure» en lice attribuée de près ou de loin au parti (sans confirmation pourtant) n'est pas banale : l'assassinat de Chokri Belaïd, un porte-parole de l'opposition de gauche en Tunisie.

⁸ Notes prises lors de la conférence donnée par Tariq Ramadan, Alain Gresh et Nejmeddine Hamrouni, *loc.cit.*

⁹ Lui-même a fait cette analogie lors de la conférence *Islam politique et luttes sociales*, Tunis, Campus El-Manar-1, 28 mars 2013.

palpable d'un recul potentiel des droits acquis dans cette Tunisie gouvernée par un parti «islamiste light». Il faut savoir qu'un grand nombre de femmes s'enorgueillissent du socle moderne que leur avait laissé Bourguiba:

«(...) un code de statut personnel adopté dès 1957 qui accorde à la femme tunisienne une place incomparable dans le monde arabe. Une démographie qui ne freine pas le développement, contrairement à l'Algérie et au Maroc où le moindre effort est avalé par le nombre. Une collectivisation avortée dès le début des années 1970 qui a évité à la Tunisie les dérives des «industries industrialisantes» de son voisin algérien. Une ligue des droits de l'homme pluraliste et un syndicat puissant qui a donné au pays une culture de l'affrontement et de la négociation. Des élites francophones ouvertes sur le monde et une diplomatie occidentale respectée et écoutée.»¹⁰

Encore ces femmes qui rappellent avec fierté que leur pays leur a reconnu le droit à l'avortement en 1973, juste avant que la très moderne France adopte la loi Veil (Simone Veil) sur la reconnaissance de ce droit qui autonomise le sujet femme. Encore une fois, c'est une femme inquiète, Ahlem Belhaj, présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates, celle-là même qui a ouvert le Forum des femmes le 27 mars dernier, qui s'interroge : «Les changements démographiques, l'augmentation du coût des opérations d'avortement et une conscience religieuse chez la femme et les sages-femmes expliquent le recours de moins en moins fréquent à l'avortement.»¹¹

C'est la courageuse Ibtissame Lachgar¹², cofondatrice du Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles (M.A.L.I) au Maroc, qui nous met en garde contre les possibles dérives constitutionnelles basées sur l'inspiration de la religion. Elle rappelle qu'en son pays, la constitution édicte l'égalité hommes/femmes sur tous les plans : économique, politique, social, culturel, mais que cette égalité est soumise au respect de la constante principale qu'est l'islam. C'est donc au nom de cette religion que les femmes, dans le code de la famille, ne peuvent hériter que de la moitié de ce dont hériterait un frère par exemple. Elle rappelle encore qu'à la naissance, tous naissent, selon la constitution, en tant que musulmans, que les mères célibataires sont honnies de la société et que si des enfants naissent en dehors des unions maritales, ces mêmes enfants seront des *sans-papiers*.



Conférence « Islam au pouvoir : quels impacts sur le droit des femmes » avec Dalenda Larguèche, Mehrezia Libidi et un islamologue.

Même crainte réaffirmée par l'historienne Dalenda Larguèche¹³, auteure du livre «Histoire des femmes au Maghreb», directrice du Credif¹⁴, qui ne cache pas sa peur de voir la société tunisienne islamisée, où le rôle « complémentaire de la femme » serait inféodé au rôle masculin. En effet, l'acceptation de la « complémentarité » plutôt que de « l'égalité » équivaldrait, pour l'historienne, à la perte de l'individualité des femmes qui n'existeraient plus en dehors de leurs rapports avec les hommes, donc qui seraient réduites au statut d'épouses et de mères. En réaction à ces propos, c'est une salle remplie de

¹⁰ Nicolas BEAU et Jean-Pierre Tuquoi, *Op cit*, p.12.

¹¹ <http://www.kapitalis.com/societe/15310-le-droit-a-l-avortement-est-menace-en-tunisie.html>, page consultée le 13 avril 2013.

¹² Utilisant les méthodes de la désobéissance civile, elle propose des actions controversées pour la liberté religieuse dans son pays : pique-nique en plein Ramadan et recours à l'ONG Women on Waves, qui offre la possibilité «d'avortements médicamenteux» sur un navire posté dans les eaux internationales pour contourner l'interdit en son pays.

¹³ Notes prises lors de la conférence *Islam au pouvoir : quels impacts sur le droit des femmes*, Tunis, Campus El-Manar-1, 28 mars 2013.

¹⁴ Centre de Recherches, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme.

membres pro-Ennhada qui s'est exprimée hostilement : «Vous colportez les propos des médias!» ou encore «On connaît ce discours!». Mehrezia Labidi, vice-présidente de l'Assemblée Constituante actuelle de Tunisie, membre accomplie du parti au pouvoir, prenant le relais de cette conférence où les tensions étaient vives, a orienté le débat en ces mots : «De quel islam politique parlons-nous?» «Nous ne sommes ni au Pakistan ni en Arabie Saoudite. Cet islam fait partie de nous. Il nous faut nous remémorer notre histoire. Il faut être inclusives et nous rappeler que nous sommes tous/tes Tunisiens/nes». Applaudie, elle ajouta qu'il faut constamment être vigilants et ne jamais donner de chèque en blanc à quelque pouvoir que ce soit. Elle réaffirma la volonté de ne pas infantiliser les femmes, que la complémentarité des rôles au sein de la famille n'est pas une menace, mais qu'il reflète une réalité saine, une identité. Elle dit encore qu'il faut «rationaliser les différentes craintes», qu'il faut miser sur les études des femmes, sur le travail, sur la liberté¹⁵. Et en filigrane, c'est monsieur Ramadan que nous entendions prononcer avec fougue, lors d'une envolée sur le port du voile : « Il faut que l'on cesse de mesurer la liberté de la femme à sa façon de s'habiller. Ce n'est pas au nombre de fousards que l'on mesure la liberté de la femme, mais à son éducation et à son accès à l'emploi. »¹⁶

Et que dire maintenant de ces femmes qui réclament le droit de porter le niqab sur le campus de l'université? Est-ce au nom du nouveau régime de droits? Au nom de cette complémentarité si exacerbée qu'elles en viennent à nier l'existence de la femme dans les espaces publics? Jusqu'où la tolérance de l'intolérance ne vient-elle pas nuire justement au processus de la démocratie? Et cette femme encore qui nous chuchotait à l'oreille : « Je ne suis pas un corps, je suis un humain... » Toutes des sujets qui ont tant à dire et à bâtir dans cette Tunisie décomplexée.

Les jeunes et le travail au cœur de cette révolution

C'est eux qui ont fait la révolution : les jeunes. Les jeunes éduqués chômeurs, qui ne trouvaient pas leur voie ni en Tunisie, ni en Égypte, en Libye, en Syrie, en Palestine. Où sont-ils aujourd'hui? Sont-ils confiants envers cette nouvelle démocratie? Les libertés nouvelles apportent-elles l'eldorado économique? Rien n'est moins sûr, et s'il y a effectivement effervescence au niveau politique, il est davantage question de déception, de morosité, voire même d'un certain cynisme envers la donne économique. « C'était bien mieux sous Ben Ali », nous dira le plus simplement du monde un chauffeur de taxi.

Reste que ce fut l'une des causes qui fit tomber le raïs : l'écart entre cette frange de la population plus éduquée que leurs parents et le manque de perspectives d'avenir et d'emplois¹⁷. Du même souffle, Jean-Pierre Filiu dira de ces jeunes qu'ils :

«(...) sont plus exposés à un monde globalisé, à ses flux d'informations et à ses défis médiatisés. Ils ont grandi sous la coupe du même régime, parfois du même dirigeant. Contrairement à l'expérience de la génération précédente, ils n'ont connu ni guerre d'Indépendance ni combat anticolonial qui justifierait une telle permanence.»¹⁸

¹⁵ Notes prises lors de la conférence *Islam au pouvoir: quels impacts sur le droit des femmes*, loc.cit.

¹⁶ Tariq RAMADAN, notes prises lors de la conférence *Islam politique et luttes sociales*, loc.cit.

¹⁷ Alain GRESH, notes prises lors de la conférence *Gouvernance et Islam à l'ère du printemps arabe : référentiel éthique ou projet alternatif?* loc.cit.

¹⁸ Jean-Pierre FILIU, *La révolution arabe 10 leçons sur le soulèvement démocratique*, Paris, Fayard, 2011, p.54.

Si ce printemps leur a permis de faire le plein identitaire, de les rattacher à un moment cathartique porteur de référents, de symbolisme et de victoires, c'est la suite de cette révolution qui peine à donner ses fruits, à trouver son chemin. Ces jeunes, à l'instar de ce graffiteur égyptien rencontré lors de la conférence sur « l'art et la révolution », nous semblent figés dans l'instantanéité, figés dans l'acte révolutionnaire : dans la beauté révolutionnaire. Ce peintre-graffiteur qui, le temps de la chute du régime de Moubarak, se réunissait avec tant d'autres – le nombre étant le bouclier contre l'arbitraire policier –, risquait sa vie à la pénombre afin de projeter, sur le mur choisi, le canevas qui serait rempli par le gaz coloré des autres artisans. Témoins de la révolution en la documentant, en la peignant, en l'écrivant, ils devenaient les journalistes de la mémoire vive, faisant revivre l'image de leurs martyrs, dans la rue 2.0. L'adrénaline du changement. La mise en danger de soi par l'acte interdit. Soi contre le monde. Exister en rupture avec l'autre monde.



Graffiti sur le site du FSM.

La révolution a ce quelque chose de « sexy » que la *transitologie* ne transmet pas. La construction institutionnelle paraît bien terne après les slogans et rassemblements pour la liberté et la justice. L'euphorie se resserre et laisse place au retour du quotidien. Et ce quotidien a la gueule de bois.

Toujours selon Filiu:

«Le chômage de la jeunesse arabe est 2 fois supérieur à la moyenne internationale, et il faudrait créer de 20 à 50 millions d'emplois avant 2020 pour absorber les entrées récentes et prochaines sur le marché du travail.»¹⁹

«Comment voulez-vous construire un pays quand il y a des grèves partout?», dira un autre chauffeur de taxi. 28 000 cas de grèves, *sit-in* et blocages de routes furent recensés en 2012²⁰. Que ce soit la grève des salariés des centres d'appels de la compagnie française Téléperformance, que ce soit justement les conducteurs de taxi contre la hausse du prix de l'essence, que ce soit encore la grève générale du 8 février dernier, commandée par l'UGTT, pour manifester son indignation contre l'assassinat de Chokri Belaïd... Le monde du travail est pourtant traversé de sursauts de révolution.

La « dignité », c'était cela le mot d'ordre de la révolution du jasmin. Et ce mot est toujours à l'ordre du jour. Travail oui, mais pas à n'importe quel prix. Rapport de force qui continue de se construire. Travail digne. Démocratie oui, mais pas récupérée par les courants les plus sombres financés par les Qatar et Arabie Saoudite. Respect de l'islam oui, mais capacité de repousser l'islamisme le plus fondamentaliste²¹. Liberté et droits des femmes oui, mais pas cette liberté de



Manifestation de clôture pro-Palestine (fin du FSM).

¹⁹ Ibid, p.51.

²⁰ <http://french.trib.trib.ir/info/moyen-orient>, page consultée le 15 avril 2013.

²¹ Jean-Félix CHÉNIER, «Respecter l'Islam, repousser l'islamisme», Voir.ca, 27 mars 2013.

sombrer dans l'oubli du corps par le tissu. Constitution oui, mais pas celle qui porte le paravent des mots creux. L'indigné arabe oui, dans la poursuite de sa dignité où qu'elle soit. Et s'il y a un sujet qui semble faire consensus en terre de FSM 2013, c'est bien la lutte pour la dignité des Palestiniens. Nous nous remémorons cet immense drapeau juché sur le bâtiment de l'Amphi 1, campus El Manar-1, revisitons en images la manifestation de clôture pro-Palestine, sommes étonnés de voir ce policier tunisien chargé de contenir les différentes méthodes pour arriver à cette dignité, chanter l'hymne palestinien, et la conclusion qui s'impose est que dans cette diversité maintenant libérée, tellement de possibles et d'intensité sont présents qu'il faut maintenant construire l'éthique de l'émergence, l'éthique de la discussion, l'éthique du vivre-ensemble. Poursuivre la fête identitaire en travaillant, dans l'optique de l'œuvre (H. Arendt), pour que tous et toutes puissent y trouver leur place.

Forum social mondial de Tunis : syndicalisme et éducation (article 52 – avril 2013)

Par le comité école et société (FNEEQ-CSN) dont fait partie Christiane Carrère, professeure d'anthropologie



Délégation FNEEQ-CSN au Forum Social Mondial 2013.

Au Forum social mondial, qui s'est tenu à Tunis du 26 au 30 mars dernier, la FNEEQ était représentée par un groupe de 29 personnes. Cette délégation dynamique et enthousiaste a pu profiter d'un événement particulièrement réussi : 62 000 participantes et participants s'y étaient rassemblés, alors que l'on pouvait compter sur la présence de plus de 4 500 organisations en provenance de 128 pays. Pas moins de 1 100 ateliers étaient présentés. Le forum a été encadré de deux grandes manifestations, la seconde visant à soutenir la lutte des Palestiniens.

La situation politique en Tunisie a soulevé beaucoup d'intérêt chez nos membres présents au FSM. Pionnier du fameux printemps arabe, ce pays se trouve devant des choix difficiles, entre l'islamisation, la poursuite de politiques néolibérales et l'ouverture à un projet politique laïc et de gauche, qui cherche entre autres à s'en prendre aux inégalités et aux contraintes imposées par le remboursement de la dette — une dette en grande partie odieuse et illégitime (c'est-à-dire contractée par la dictature pour ses propres intérêts, qui allaient à l'encontre de ceux de peuple tunisien.) La condition des femmes, qui vivent de façon exacerbée les déchirements de ce pays en transition, a soulevé une grande attention. Les divisions au sein de la gauche restent grandes et il faut souhaiter que le forum ait pu contribuer à stimuler davantage l'organisation d'un mouvement social qui avait auparavant été réprimé avec dureté pendant la dictature.

Un forum social est aussi une occasion de faire le point sur la situation mondiale et sur l'état des résistances face à la mondialisation néolibérale, et celui de Tunis aura aussi permis de consolider des solidarités internationales. Les Québécois, et plus particulièrement la délégation de la FNEEQ, y ont expliqué le printemps érable, qui nous situait dans une continuité de résistances des dernières années, des « indignés », au mouvement « Occupons », à d'autres modèles qui se développent actuellement. Ces mouvements d'opposition paraissaient d'autant plus nécessaires que les mesures d'austérité produisent les mêmes ravages dans de nombreux pays et que le néolibéralisme se renforce des crises qui se succèdent.

Les ateliers de la FNEEQ

La FNEEQ et la CSN se sont impliquées dans l'organisation de deux ateliers qui ont obtenu un réel succès, avec une importante participation dans les deux cas. Le premier, intitulé *La résistance aux réformes néolibérales de l'éducation*, a été organisé par la FNEEQ conjointement avec l'Union syndicale Solidaires (SUD) de France. Le premier intervenant, Stéphane Enjalran, a dressé un portrait sombre d'une éducation minée par la marchandisation en Europe. Il déplorait les effets de la crise sur le financement de l'éducation qui, dans de nombreux pays, a connu une baisse catastrophique. Ceci donne une opportunité sans pareille à l'entreprise privée de s'introduire dans le secteur public afin d'offrir ses produits et services, de promouvoir une approche managériale et de soutenir des programmes adaptés aux besoins immédiats du marché.



Conférence « La résistance aux réformes néolibérales de l'éducation » avec Philippe de Grosbois et Jean Murdock (FNEEQ) ainsi que Stéphane Enjalran.

Jean Murdock et Philippe de Grosbois, de la FNEEQ, ont raconté au public notre printemps érable en élaborant une chronologie précise des événements. Ils ont aussi expliqué les enjeux soulevés lors du Sommet sur l'enseignement supérieur.

Le second atelier, organisé par la CSN, *Les syndicats, les luttes pour la transformation sociale et le renouveau syndical*, réunissait des représentants de centrales de la Tunisie (UGTT), de la Belgique (FGTT), de la France (CGT), du Brésil (CUT), du Pays basque (ELA) et du Québec (FTQ et CSN). Un point de vue commun se dégagait des diverses interventions : le mouvement syndical ne doit pas se refermer sur lui-même. Il doit représenter tous les citoyens et citoyennes, développer de nouvelles alliances et ainsi, par exemple, travailler de concert avec les mouvements de jeunes, les ONG et autres organisations du mouvement social.

Jacques Létourneau, président de la CSN, abondait dans ce sens. Selon lui, le mouvement syndical s'intègre de plain-pied à l'altermondialisme. Il peut aussi devenir «le porte-voix des travailleurs non-syndiqués». Les assauts contre le mouvement syndical se sont accélérés depuis ces dernières années, ce qui rend d'autant plus important le renouvellement de l'approche syndicale, ce qui, en soi, demeure un grand défi.

La formule de l'atelier, qui faisait alterner rapidement les discours des dirigeants syndicaux, encourageait les porte-parole à mettre de l'avant leurs choix et leurs actions. Mais les discours n'ont pas sombré dans la complaisance. Les interventions du public ont amené les conférenciers

à préciser leurs intentions et les moyens d'action qu'ils privilégient devant les nouvelles formes de revendications adoptées par les indignés et le mouvement étudiant, par exemple.

Une assemblée de convergence en éducation

À la fin de la programmation régulière, se tenaient des «ateliers de convergence» dont le but était de permettre aux individus et aux organisations de se rassembler une dernière fois pour faire une synthèse de ce qui a été discuté et lancer des pistes d'action à l'échelle internationale. Celui qui portait sur l'éducation a été plutôt décevant. Les enseignants et syndicats y étaient presque absents; on y retrouvait principalement des organisations qui travaillent dans les domaines de l'alphabétisation, l'éducation populaire, l'éducation aux handicapés, la recherche et autres projets éducatifs. Plutôt que de concevoir une déclaration ou d'élaborer un plan d'action, comme cela s'est fait ailleurs, nous avons entendu à tour de rôle des représentants décrire leur travail et leur organisation. Il a été intéressant de découvrir la multiplicité des luttes et des fonctionnements, mais cette longue procession de représentants d'organisations devenait monotone et demeurait peu productive.

Il semble que le milieu de l'éducation n'ait pas encore appris à profiter de ces ateliers de convergence. Au Forum social mondial de Belém, par exemple, cette assemblée avait réuni des enseignants et enseignantes de l'Amérique du Sud uniquement qui, sous une tente remplie de plusieurs centaines de personnes, avaient échangé sur leur vécu. Peut-être faudra-t-il que des organisations du milieu syndical ou d'ailleurs prennent en charge de mieux orienter les débats et de faire de ces ateliers un outil davantage militant.

Le bilan d'ensemble du FSM à Tunis a été très positif pour les membres de la délégation de la FNEEQ. Le groupe a profité d'une organisation hors pair (*merci à Jean Murdock, Micheline Thibodeau, Ariane Bilodeau et France Désaulniers!*). Il a aussi apprécié l'accueil chaleureux des Tunisiens, les échanges nombreux et fructueux entre les divers participants, l'efficacité des organisateurs du FSM, l'esprit festif qui a régné pendant l'événement.

L'avenir de la Tunisie semble imprévisible et encore très fragile. Mais ce forum social a montré une indéniable vigueur de son mouvement social. Tous conviendront que le choix de Tunis pour tenir un pareil événement était, on ne peut plus approprié.

On peut rejoindre le comité école et société à l'adresse : cesfneeq@csn.qc.ca



Si vous avez des questions, des commentaires ou des textes que vous aimeriez publier dans le *Portevoix*, il vous est possible d'envoyer un courriel ou de téléphoner à Isabelle Pontbriand, vice-présidente du SEECCLG et responsable à l'information.

✉ ipontbriandseecclg@gmail.com

☎ 450 430-2120, poste 2777



Nous sommes sur Facebook ! Recherchez l'utilisateur Syndicat SEECCLG et devenez ami avec lui!

MONTAGE PHOTOS FSM TUNIS 2013

Pour un survol du FSM Tunis en images, pour un partage de la richesse de cet événement et de la beauté du pays hôte, voici un bouquet de photos de Isabelle Pontbriand, Michel Milot, Stéphane Chalifour et Judith Trudeau !

Bienvenue au FSM Tunis!



Choisir un des 1 100 ateliers du FSM... pas facile de s'y retrouver !



Dénonciation de l'assassinat de Chokri Belaïd (porte-parole de l'opposition de gauche abattu le 6 février dernier).



Conférence « La résistance aux réformes néolibérales de l'éducation (FNEEQ et Union syndicale Solidaires de France).



Conférence FNEEQ - Union syndicale Solidaires de France (Stéphane et Michel en action!).



Salle comble à la conférence «Gouvernance et islam à l'ère du printemps arabe».



Conférence «Gouvernance et islam à l'ère du printemps arabe»
(Tariq Ramadan et Nejmeddine Hamrouni).



Artistes engagés en pleine création (sur le site du FSM).



Entrevue avec Salha Khelifi Mhaouek, du bureau national de la
femme travailleuse de l'UGTT (syndicat tunisien).



Conférence "Islam au pouvoir : conséquences sur le droit des femmes", avec
Dalenda Larguèche, Mehrezia Libidi et un islamologue.



Manifestation d'ouverture du FSM (avenue Habib-Bourguiba).



Casseroles à la manifestation d'ouverture du FSM.



© I.Pontbriand

Barbelés devant les édifices gouvernementaux.



© S. Chalifour

Manifestation d'ouverture du FSM (place du 14 janvier).



© I.Pontbriand

Locaux de l'UGTT (syndicat de travailleurs tunisiens).



© I.Pontbriand

Logo de l'UGTT + hommage à Farhat Hached (fondateur de l'UGTT assassiné en 1952) et à Chokri Belaïd (leader de gauche assassiné en 2013).



© I.Pontbriand

Entrevue avec des représentants syndicaux québécois, tunisiens et français (devant les locaux de l'UGTT).



© I.Pontbriand

Site archéologique de Carthage : tophet (sanctuaire de Tanit et Baal Hammon, VIIe siècle à 146 av. J.-C.).



© I.Pontbriand

Site archéologique de Carthage : rampe d'une cale de réparation (port militaire, IIe siècle av. J.-C.).

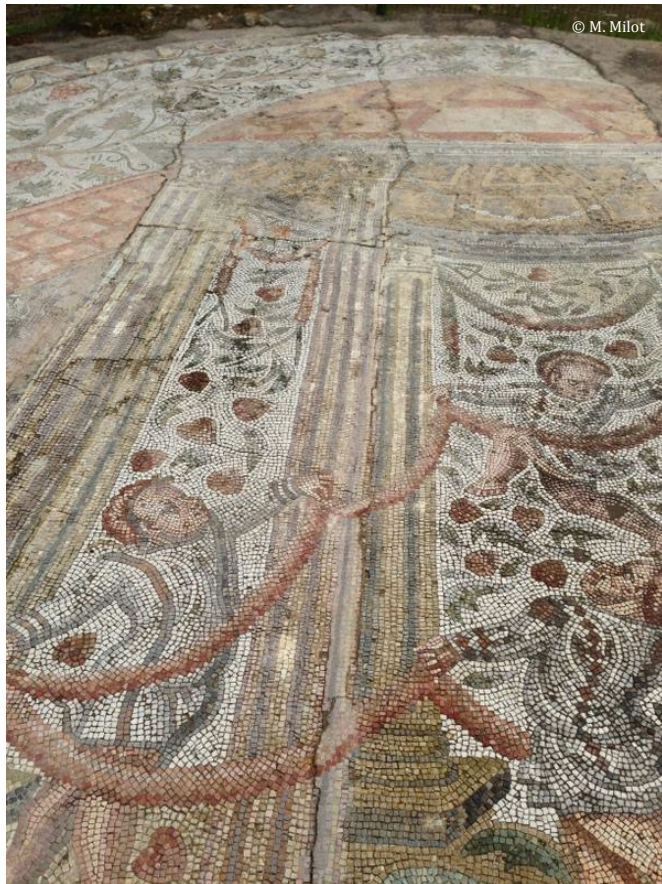


© I.Pontbriand

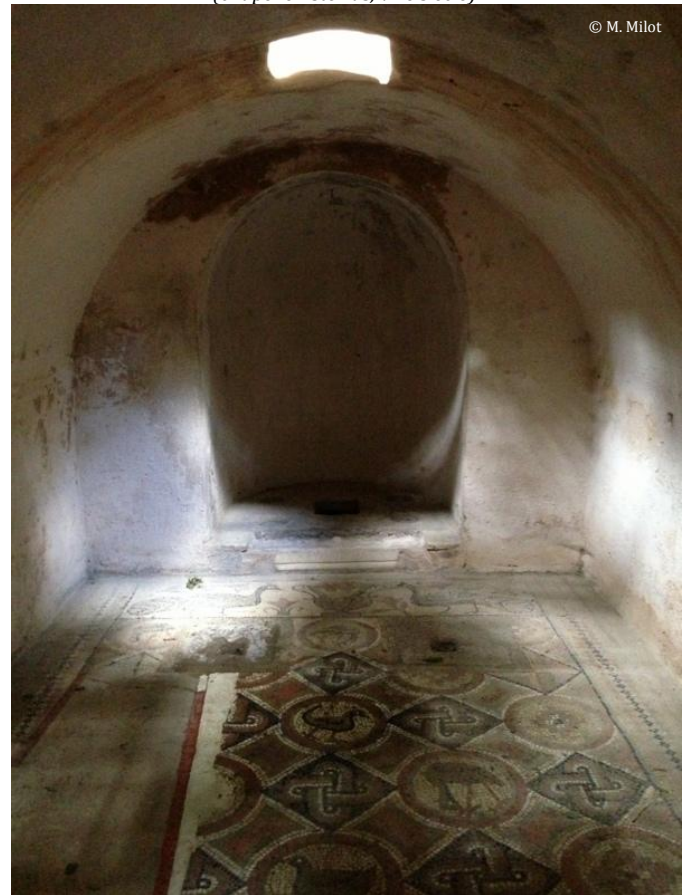
Site archéologique de Carthage : vestiges du port militaire carthaginois (IIe siècle av. J.-C.).



Mosaïque (parc archéologique des thermes d'Antonin).



Site archéologique de Carthage : parc archéologique des thermes d'Antonin (chapelle Asterius, VIIe siècle).



Thermes d'Antonin (IIe siècle).

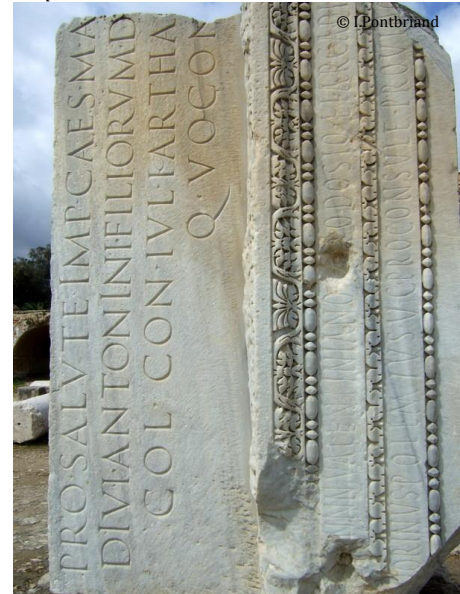


Site archéologique de Carthage : thermes d'Antonin (IIe siècle).



© I.Pontbriand

Site archéologique de Carthage : thermes d'Antonin (fragments d'inscription de l'entablement et de la corniche, IIe siècle).



© I.Pontbriand

Site archéologique de Carthage : thermes d'Antonin (IIe siècle).



© I.Pontbriand

Cathédrale Saint-Louis de Carthage (1890).



© I.Pontbriand

Aux portes de Sidi Bou Saïd, village côtier classé patrimoine architectural.



© I.Pontbriand

Site archéologique de Carthage : amphithéâtre romain (Ier siècle).



© I.Pontbriand

Promenade dans Sidi Bou Saïd.



Phare de Sidi Bou Saïd.



Café des Nattes (ancien repaire de Camus, Gide, Klee et bien d'autres artistes).



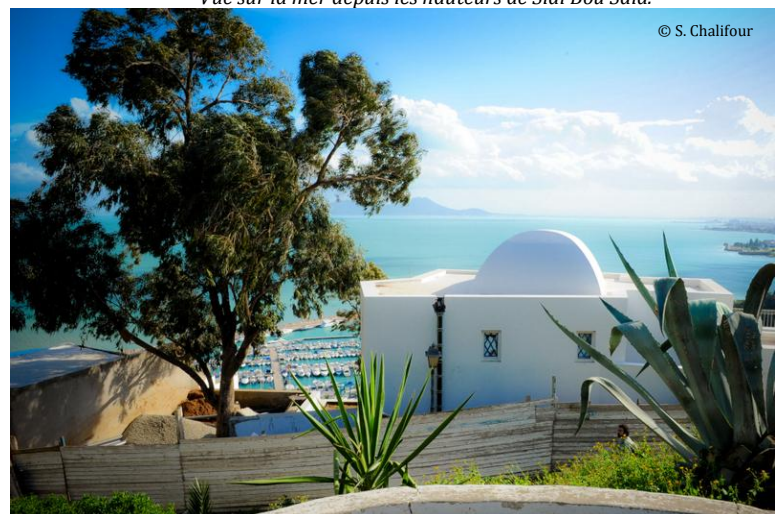
Petite pause au Café des Nattes.



Thé aux pignons.



Vue sur la mer depuis les hauteurs de Sidi Bou Saïd.



Porte de France (entrée de la Médina de Tunis).



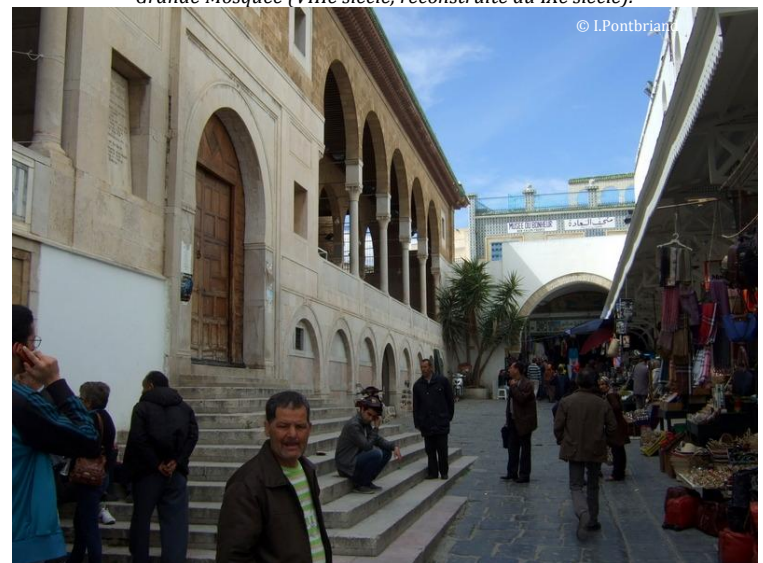
Place de la victoire (entre la porte de France et le dédale des souks).



Coup d'œil sur la carte avant d'entrer dans le labyrinthe des souks.



Grande Mosquée (VIII^e siècle, reconstruite au IX^e siècle).



Minaret de la Grand Mosquée.



Confection de tapis sur une terrasse.



Sur une terrasse de la Médina...



Tunis depuis une terrasse de la Médina.



Souk Djamaa ez-Zitouna.



Souk el-Belat (marché aux herbes de la Médina).



Marchand d'herbes de la Médina.



Captation d'images près du marché central de Tunis.



Marché central : étal des poissons.



© I.Pontbriand

Marché central : étal des poissons.



© S. Chalifour

Marchand de légumes.



© I.Pontbriand

Jeune marchand de légumes.

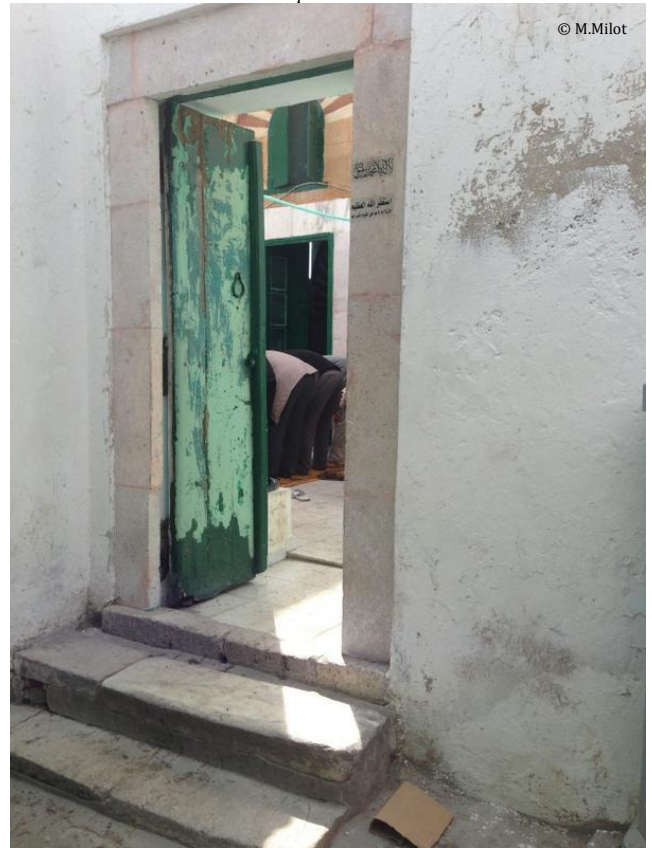


© I.Pontbriand

Captation d'images au marché central de Tunis.



Petite mosquée de la Médina.



Dernier bain de foule pour la FNEEQ : manifestation de clôture du FSM.



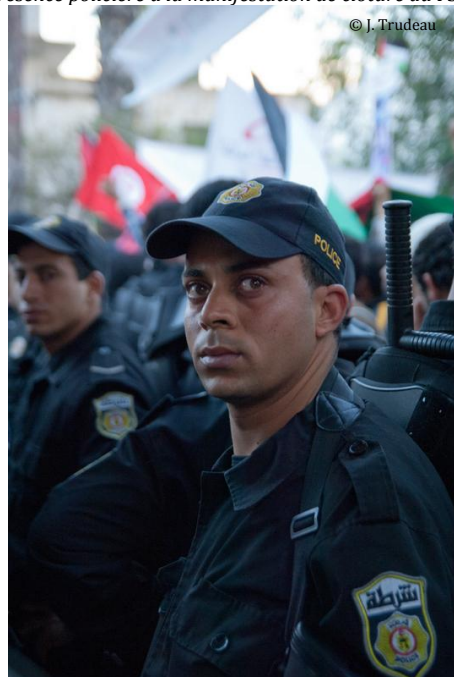
Manifestation pro-Palestine (manifestation de clôture du FSM).



Manifestation de clôture du FSM.



Présence policière à la manifestation de clôture du FSM.



Manifestation pro-Palestine (clôture du FSM).



Fin du FSM Tunis 2013.

